

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 47.072/4
DU 7 OCTOBRE 2009

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères, le 24 juillet 2009, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "relatif à la gestion financière du Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion des habilitations de sécurité, attestations de sécurité et des avis de sécurité", a donné l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 47.072/4
VAN 7 OKTOBER 2009

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling Wetgeving, vierde kamer, op 24 juli 2009 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Buitenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende het financiële beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsatesten en veiligheidsadviezen", heeft het volgende advies gegeven :

Examen du projet d'arrêté

Observation générale

Le projet ne prévoit pas de règles relatives à la limitation dans le temps des reports autorisés alors que de telles règles sont requises par l'article 140, alinéa 2, 7/, des lois sur la comptabilité de l'État, coordonnées le 17 juillet 1991. Cette lacune sera comblée ⁽¹⁾.

Observations particulières

Intitulé

Il serait plus lisible de désigner le service de l'État à gestion séparée ⁽²⁾ dont l'arrêté en projet organise la gestion financière par sa dénomination officielle ⁽³⁾, reprise d'ailleurs dans la disposition qui l'érige en service à gestion séparée ⁽⁴⁾, plutôt que par ses missions. Par conséquent, il est suggéré d'écrire :

"Arrêté royal relatif à la gestion financière de l'Autorité nationale de Sécurité, service de l'État à gestion séparée".

⁽¹⁾ Voir pour une observation similaire l'avis 42.783/4, donné le 17 avril 2007, sur le projet devenu l'arrêté royal du 27 avril 2007 relatif à la gestion financière du Service de l'État à gestion séparée chargé de la gestion du Centre de Conférences internationales Egmont II - Palais d'Egmont.

⁽²⁾ L'arrêté en projet recourt à la notion de "Service de l'État à gestion séparée". Or, la loi du 22 mai 2003 portant organisation du budget et de la comptabilité de l'État fédéral utilise une nouvelle terminologie, à savoir celle de "Service administratif à comptabilité autonome". L'auteur du projet ne doit cependant pas s'aligner sur la terminologie utilisée par cette loi car l'entrée en vigueur de celle-ci a été reportée au 1^{er} janvier 2012. Voir à ce sujet l'avis 45.348/2, donné le 12 novembre 2008, sur le projet devenu l'arrêté royal du 18 décembre 2008 relatif à la gestion financière du service administratif à comptabilité autonome FEDOREST, chargé de l'organisation des activités de catering pour différents services publics.

⁽³⁾ Voir l'article 21 de l'arrêté royal du 24 mars 2000 portant exécution de la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité qui dispose notamment que: "L'autorité collégiale compétente pour délivrer ou retirer les habilitations de sécurité, [...], est dénommée «Autorité nationale de sécurité» [...]".

⁽⁴⁾ Voir l'article 248 de la loi-programme du 22 décembre 2008.

Préambule

La mention des personnes proposant l'arrêté en projet désigne la personne déterminée qui exerce cette fonction. Les noms de leurs fonctions doivent donc s'écrire avec une majuscule. Il y donc lieu d'écrire "Sur la proposition du Ministre des Finances, du Ministre des Affaires étrangères et du Secrétaire d'État au Budget,".

Dispositif

Intitulé des chapitres

Il est recommandé de numéroté en chiffres arabes plutôt qu'en chiffres romains toutes les divisions groupant des articles ⁽⁵⁾.

Article 1^{er}

Conformément à l'observation faite sur l'intitulé, il est suggéré de débiter la première phrase comme suit :

"Les ressources de l'Autorité nationale de Sécurité, service de l'État à gestion séparée, ci-après dénommé [...]".

Article 2

1. Les mots "services d'administration générale" s'écrivent sans majuscule. Elles seront donc omises.

2. Il convient d'écrire "sauf dispositions contraires ...".

⁽⁵⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 64, www.raadvst-consetat.be.

Article 4

Au 2/ du poste "recettes ", il convient d'utiliser la forme usuelle "recettes d'exploitation" et de remplacer en conséquence les mots "de l'exploitation" par "d'exploitation" ⁽⁶⁾.

Article 5

Les mots "au court" seront remplacés par la locution correcte "au cours".

Article 6

1. À l'alinéa 1^{er}, il y a lieu d'écrire, comme dans la version néerlandaise, "Le président du comité de gestion ...".

Dans le même alinéa, il est préférable d'écrire "au ministre dont relève le service ...".

Cette observation vaut pour la suite du projet.

2. Il faut éviter de rappeler les dispositions d'une norme de même rang hiérarchique en les reproduisant ou en les paraphrasant, lorsque cette norme est de toute façon applicable en raison de son champ d'application propre ⁽⁷⁾.

Au second alinéa, les mots "ou le Secrétaire d'État " doivent donc être omis. En effet, l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 24 mars 1972 relatif aux Secrétaires d'État dispose que "Sous réserve des dispositions des articles 2, 3 et 4, le Secrétaire d'État a, dans les matières qui lui sont confiées, tous les pouvoirs d'un Ministre".

⁽⁶⁾ Comparer avec l'article 5 de l'arrêté royal du 27 avril 2007 précité.

⁽⁷⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 81, www.raadvst-consetat.be.

Article 7

Dans un souci de lisibilité, il est suggéré, à l'alinéa 1^{er}, de désigner l'organe de gestion. Les mots "à l'organe de gestion" seront remplacés par "au comité de gestion".

Cette observation vaut également pour l'article 13, § 1^{er}, alinéa 1^{er}.

Article 13

1. La majuscule au mot "inspecteur" dans la désignation d'un "inspecteur des Finances" est superflue. Les majuscules superflues seront donc omises.

2. Au troisième alinéa du premier paragraphe, il y a lieu de remplacer les mots "y ait régulièrement convoqué et" par les mots "y ait été régulièrement convoqué ou".

Article 16

Il est de règle de ne pas désigner un secrétaire d'État dans l'article d'exécution. Il y a donc lieu d'indiquer uniquement le ministre, étant entendu que lors de la nomination d'un secrétaire d'État, le Roi peut le charger de l'exécution des arrêtés pour lequel le ministre auquel il est adjoint est compétent ⁽⁸⁾. Par conséquent les mots "ou le Secrétaire d'État" seront omis.

⁽⁸⁾ Voir *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, 2008, onglet "Technique législative", recommandation n/ 167, www.raadvst-consetat.be.

Observation finale

L'ensemble du projet sera revu quant à l'usage correct des majuscules ⁽⁹⁾.

Ainsi outre les observations particulières déjà formulées, il convient d'écrire dans le corps du texte "ministre" et "Cour des comptes" ⁽¹⁰⁾.

⁽⁹⁾ *Ibid.*, recommandation n/ 6.5.

⁽¹⁰⁾ Voir les articles 7, 8 et 12 à 14 de l'arrêté en projet.

Onderzoek van het ontwerpbesluit

Algemene opmerking

In het ontwerp wordt niet voorzien in regels betreffende de beperking in de tijd van de overdrachten waartoe machtiging is verleend, terwijl zulke regels vereist zijn krachtens artikel 140, tweede lid, 7/, van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, gecoördineerd op 17 juli 1991. Deze leemte behoort te worden aangevuld ⁽¹⁾.

Bijzondere opmerkingen

Opschrift

Het zou duidelijker zijn indien de staatsdienst met afzonderlijk beheer ⁽²⁾, waarvan het ontworpen besluit het financiële beheer regelt, met zijn officiële naam werd genoemd ⁽³⁾, die trouwens vermeld wordt in de bepaling waarbij deze dienst als

⁽¹⁾ Zie voor een soortgelijke opmerking advies 42.783/4, op 17 april 2007 verstrekt over het ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 27 april 2007 betreffende het financiële beheer van de Staatsdienst met afzonderlijk beheer belast met het beheer van het Centrum voor Internationale Conferenties Egmont II - Egmontpaleis.

⁽²⁾ In het ontworpen besluit wordt het begrip "staatsdienst met afzonderlijk beheer" gebruikt. De wet van 22 mei 2003 houdende organisatie van de begroting en van de comptabiliteit van de federale Staat hanteert evenwel een nieuwe terminologie, namelijk het begrip "administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie". De steller van het ontwerp hoeft zich evenwel niet te richten naar de terminologie die in die wet wordt gebruikt vermits de inwerkingtreding daarvan uitgesteld is tot 1 januari 2012. Zie wat dat betreft advies 45.348/2, op 12 november 2008 verstrekt over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 18 december 2008 betreffende het financieel beheer van de administratieve dienst met boekhoudkundige autonomie FEDOREST, belast met de organisatie van cateringactiviteiten ten behoeve van meerdere overheidsdiensten.

⁽³⁾ Zie artikel 21 van het koninklijk besluit van 24 maart 2000 tot uitvoering van de wet van 11 december 1998 betreffende de classificatie en de veiligheidsmachtigingen, veiligheidsattesten en veiligheidsadviezen, dat inzonderheid het volgende bepaalt : "De (...) collegiale overheid die bevoegd is de veiligheidsmachtigingen af te geven of in te trekken, wordt "Nationale Veiligheidsoverheid" genoemd. (...)".

staatsdienst met afzonderlijk beheer wordt opgericht ⁽⁴⁾, in plaats van naar de dienst te verwijzen door het vermelden van zijn taken. Voorgesteld wordt dan ook te schrijven :

"Koninklijk besluit betreffende het financiële beheer van de Nationale Veiligheidsoverheid, een staatsdienst met afzonderlijk beheer".

Aanhef

Met de vermelding van de personen die het ontworpen besluit voordragen, wordt naar een welbepaalde persoon verwezen die dat ambt uitoefent. De namen van hun ambt moeten dus met een hoofdletter worden geschreven. Men schrijve bijgevolg "Op de voordracht van de Minister van Financiën, de Minister van Buitenlandse Zaken en de Staatssecretaris van Begroting,".

Dispositief

Opschrift van de hoofdstukken

Aanbevolen wordt de indelingen waarin artikelen gegroepeerd worden, te nummeren met Arabische en niet met Romeinse cijfers ⁽⁵⁾.

Artikel 1

Overeenkomstig de opmerking gemaakt bij het opschrift, wordt voorgesteld het begin van de zin als volgt te stellen :

"De middelen van de Nationale Veiligheidsoverheid, een staatsdienst met afzonderlijk beheer, hierna genoemd "de Dienst", (...)".

⁽⁴⁾ Zie artikel 248 van de programmawet van 22 december 2008.

⁽⁵⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 64, www.raadvst-consetat.be

Artikel 2

1. De woorden "diensten van algemeen bestuur" worden met kleine letter geschreven. De hoofdletters moeten dus vervallen.

2. In de Franse tekst schrijve men "sauf dispositions contraires ...".

Artikel 4

In de Franse tekst van onderdeel 2/ van de post "Recettes", schrijve men, zoals gangbaar is, "recettes d'exploitation". De woorden "de l'exploitation" moeten dus vervangen worden door "d'exploitation" ⁽⁶⁾.

Artikel 5

Men schrijve "uitgavenkredieten" in plaats van "kredieten van de uitgaven".

Artikel 6

1. In het eerste lid schrijve men in de Franse tekst "Le président du comité de gestion ...", zoals in de Nederlandse tekst.

Het zou beter zijn in hetzelfde lid te schrijven "de minister onder wie de Dienst ressorteert".

Deze opmerking geldt voor het hele ontwerp.

⁽⁶⁾ Vergelijk met artikel 5 van het voornoemde koninklijk besluit van 27 april 2007.

2. Er moet voorkomen worden dat bepalingen van een regeling van dezelfde rangorde in herinnering worden gebracht door ze over te nemen of te parafraseren als die regeling hoe dan ook toepasselijk is op grond van de eigen werkingssfeer ervan ⁽⁷⁾.

In het tweede lid moet bijgevolg het woord "Staatssecretaris" vervangen worden door het woord "minister". Artikel 1 van het koninklijk besluit van 24 maart 1972 betreffende de Staatssecretarissen bepaalt immers het volgende : "Onder voorbehoud van het bepaalde in de artikelen 2, 3 en 4, heeft de Staatssecretaris, in de aangelegenheden die hem zijn toegewezen, alle bevoegdheden van een Minister."

Artikel 7

Ter wille van de leesbaarheid wordt voorgesteld in het eerste lid het beheersorgaan te noemen. De woorden "aan het beheersorgaan" moeten worden vervangen door "aan het beheerscomité".

Deze opmerking geldt ook voor artikel 13, § 1, eerste lid.

Artikel 13

1. In de benaming "inspecteur van Financiën" wordt "inspecteur" met een kleine letter geschreven. De overtoollige hoofdletters moeten dus vervallen.

2. In het derde lid van paragraaf 1 schrijve men "de beslissing genomen is, voor zover de inspecteur van Financiën daarop regelmatig uitgenodigd is, of," in plaats van "de beslissing genomen werd, voorzover de Inspecteur van Financiën daarop regelmatig uitgenodigd werd, en,"

⁽⁷⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 81, www.raadvst-consetat.be.

Artikel 16

In de regel wordt in het uitvoeringsartikel geen staatssecretaris aangewezen. Alleen de minister moet dus worden vermeld, met dien verstande dat de Koning, bij de benoeming van een staatssecretaris, deze kan belasten met de uitvoering van de besluiten waarvoor de minister aan wie hij is toegevoegd, bevoegd is ⁽⁸⁾. De woorden "of staatssecretaris" moeten derhalve vervallen.

Slotopmerking

Het hele ontwerp moet worden nagelezen op het correcte gebruik van hoofdletters ⁽⁹⁾.

Zo schrijve men, los van de al gemaakte bijzondere opmerkingen, in de eigenlijke bepalingen van de tekst "voorzitter" en "beheerscomité" met kleine letter ⁽¹⁰⁾.

⁽⁸⁾ Zie *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, 2008, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 167, www.raadvst-consetat.be

⁽⁹⁾ *Ibid.*, aanbeveling 6.5.

⁽¹⁰⁾ Zie onder meer de artikelen 6 en 10.

La chambre était composée de

De kamer was samengesteld uit

Messieurs
de Heren

P. LIÉNARDY,

président de chambre,
kamervoorzitter,

J. JAUMOTTE,
L. DETROUX,

conseillers d'État,
staatsraden,

Madame
Mevrouw

C. GIGOT,

greffier,
griffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. DELVAL,
auditeur adjoint.

Het verslag werd uitgebracht door de
H. Y. DELVAL, adjunct-auditeur.

La concordance entre la version française et la
version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle
de M. P. LIÉNARDY.

De overeenstemming tussen de Franse en de
Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht
van de H. P. LIÉNARDY.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT - DE VOORZITTER

C. GIGOT

P. LIÉNARDY